

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20240627-lmc1332087-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : lundi 1 juillet 2024
Date de publication : 04/07/2024

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 27 JUIN 2024**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 27 juin 2024, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : DIR Anaïs

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
53	19	9

OBJET DE LA DELIBERATION

N° 24/06/134

**AVENANT N°4 A LA
CONVENTION D'ADMISSION
DES EFFLUENTS DE LA
COMMUNE DE LA CRAU SUR
LA STATION D'ÉPURATION
DE LA COMMUNAUTÉ DE
COMMUNES DE LA VALLÉE
DU GAPEAU ET
MODIFICATION DU TARIF
ASSAINISSEMENT À
COMPTER DU 1ER JUILLET
2024**

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Dominique ANDREOTTI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Valérie BATTESTI, Mme Nathalie BICAIS, Mme Basma BOUCHKARA, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAUX, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, Mme Corinne CHENET, M. Yannick CHENEVAR, M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-Pierre COLIN, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Laurent JEROME, Mme Sylvie LAPORTE, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Joseph MINNITI, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Virginie PIN, M. Guy RAYNAUD, Mme Valérie RIALLAND, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Yann TANGUY, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, Mme Sandra TORRES, Mme Magali TURBATTE, M. Jean-Sébastien VIALATTE, Mme Kristelle VINCENT, M. Christian SIMON.

REPRESENTES :

M. Gilles BALDACCHINO ayant donné pouvoir à M. Amaury NAVARRANNE, Mme Véronique BERNARDINI ayant donné pouvoir à Mme Edwige MARINO, M. Pierre BONNEFOY ayant donné pouvoir à M. Mohamed MAHALI, M. Laurent BONNET ayant donné pouvoir à Mme Josée MASSI, M. Guillaume CAPOBIANCO ayant donné pouvoir à Mme Kristelle VINCENT, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Josy CHAMBON ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, M. Amaury CHARRETON ayant donné pouvoir à M. Yannick CHENEVAR, M. Franck CHOUQUET ayant donné pouvoir à Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Jean-Pierre EMERIC ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, Mme Claude GALLI-ARNAUD ayant donné pouvoir à M. Thierry ALBERTINI, Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à M. Emilien LEONI, Mme Pascale JANVIER ayant donné pouvoir à Mme Magali TURBATTE, Mme Corinne JOUVE ayant donné pouvoir à M. Patrice CAZAUX, M. Arnaud LATIL ayant donné pouvoir à M. Jean-Louis MASSON, M. Erick MASCARO ayant donné pouvoir à Mme Valérie MONDONE, Mme Anne-Marie METAL ayant donné pouvoir à Mme Valérie RIALLAND, Mme Chantal PORTUESE ayant donné pouvoir à Mme Basma BOUCHKARA, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO.

ABSENTS :

M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Béatrice BROTONS, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Delphine GROSSO, M. Jean-David MARION, Mme Isabelle MONFORT, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Gilles VINCENT.

Séance Publique du 27 juin 2024

N° D'ORDRE : 24/06/134

**O B J E T : AVENANT N°4 A LA CONVENTION D'ADMISSION DES
EFFLUENTS DE LA COMMUNE DE LA CRAU SUR LA
STATION D'ÉPURATION DE LA COMMUNAUTÉ DE
COMMUNES DE LA VALLÉE DU GAPEAU ET
MODIFICATION DU TARIF ASSAINISSEMENT À
COMPTER DU 1ER JUILLET 2024**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la décision communautaire n°09/582 du Bureau en date du 06 juillet 2009 relative à la signature de la convention pour l'admission des effluents de la commune de la Crau sur la station d'épuration de la Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau (CCVG),

VU la décision n°10/2012 du Bureau en date du 20 décembre 2010 pour l'autorisation de signature de l'avenant n°1, la décision n°13/75 du Bureau en date du 24 février 2013 pour l'autorisation de signature de l'avenant n°2, la délibération n°22/02/19 du Conseil Métropolitain en date du 24 février 2022 pour l'autorisation de signature pour l'avenant n°3 modifiant le montant de la redevance reversée à la CCVG,

VU le projet d'avenant n°4 ci-annexé,

VU l'avis de la Commission Finances et Administration Générale en date du 17 juin 2024,

CONSIDERANT que le montant de la redevance pour le traitement des eaux usées versé par la Métropole Toulon Provence Méditerranée à la Communauté de Commune de la Vallée du Gapeau (CCVG) s'établissait jusqu'alors à 0,75 € HT/m³, conformément à l'avenant n°3 à la convention,

CONSIDERANT que par délibération du 21 mars 2024, la CCVG a modifié le montant de la redevance pour la part des équipements intercommunaux, fixant celle-ci à 0,81 € HT/m³ à compter du 1^{er} avril 2024,

CONSIDERANT que la part Métropolitaine du tarif de l'assainissement couvre les charges du service d'assainissement de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, notamment les investissements, et qu'elle couvre également les charges de traitement des eaux usées pour la commune de la Crau, via la participation versée à la CCVG,

CONSIDERANT qu'il convient de modifier en conséquence la part Métropolitaine pour la commune de la Crau afin de prendre en compte cette augmentation,

CONSIDERANT que cette modification de tarif n'est applicable à l'abonné qu'après délibération soit au 1^{er} juillet 2024. La différence entre le montant facturé par la CCVG dès le 1^{er} avril et les produits perçus par la Métropole Toulon Provence Méditerranée entre le 1^{er} avril et le 1^{er} juillet correspond à 10 800 € HT environ, pris en charge par le Budget Annexe Assainissement sans compensation pour la surtaxe,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer l'avenant n°4 à la convention d'admission des effluents de la commune de la Crau sur la station d'épuration de la Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau.

ARTICLE 2

DE FIXER les nouveaux tarifs de la part Métropolitaine de la redevance d'assainissement collectif pour la commune de la Crau comme suit :

Communes	Tarif en € HT / m ³	Variation
La Crau	1,60	+4,3%

ARTICLE 3

DE DIRE que ces tarifs sont applicables aux abonnés au 1^{er} juillet 2024.

ARTICLE 4

D'AFFECTER les recettes afférentes au budget annexe Assainissement, opération 23833, au compte 70611, et les crédits nécessaires pour la dépense au compte 6378.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 27 juin 2024

Jean-Pierre GIRAN

Anaïs DIR

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

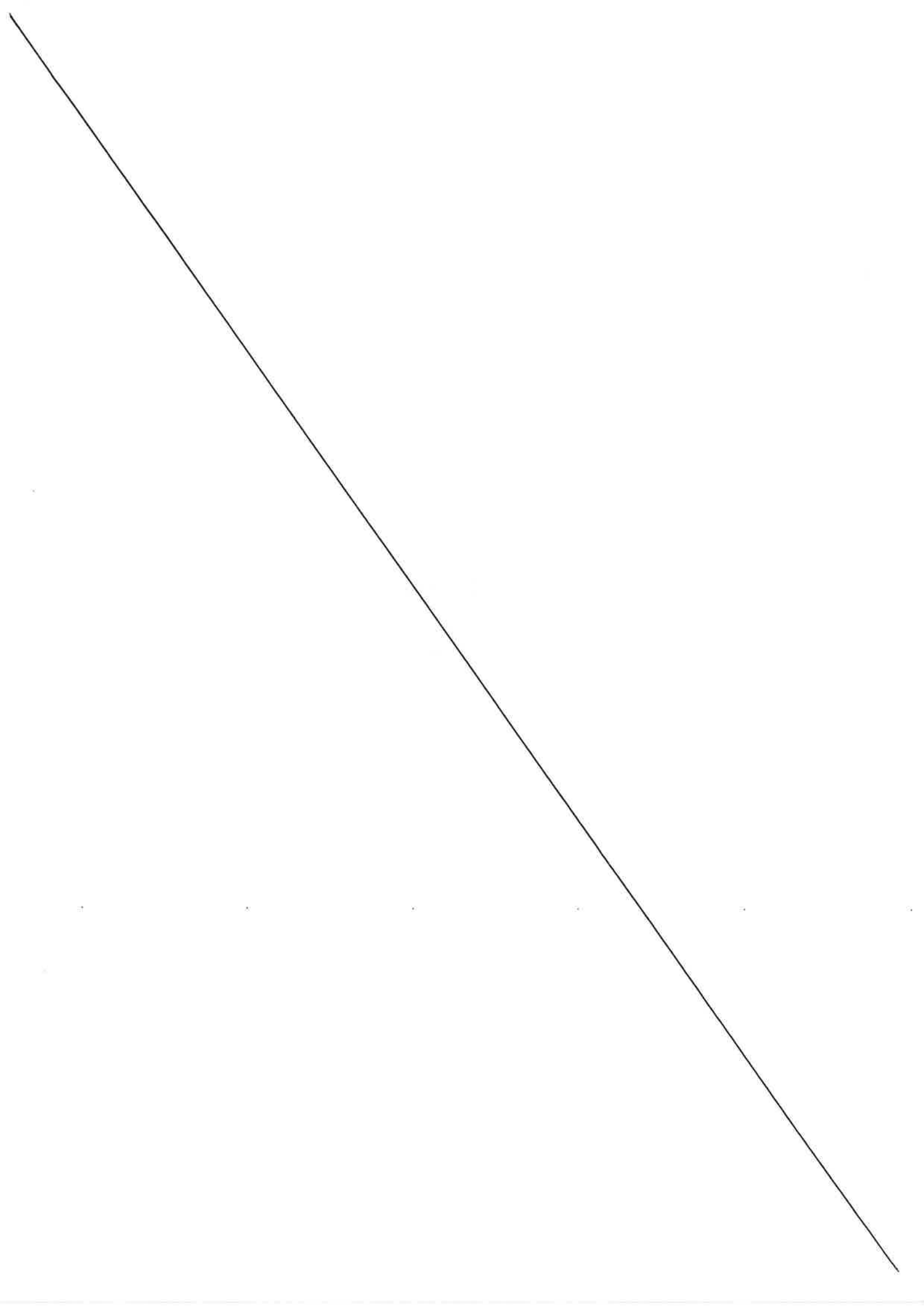
Le secrétaire de séance



POUR 72

CONTRE 0

ABSTENTION 0



Avenant n°4 à la convention d'utilisation d'équipements communautaires de la Communauté de Communes Vallée du Gapeau par la Métropole Toulon Provence Méditerranée / Admission des effluents de la commune de La Crau sur la station d'épuration communautaire

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, représenté par son président, Jean-Pierre GIRAN, habilité aux fins de signature du présent avenant par délibération n° du Conseil Métropolitain du 27 juin 2024, dénommée ci-après Métropole TPM, d'une part,

ET

La Communauté de Communes Vallée du Gapeau, représentée par son président, André GARRON, habilité aux fins de signature du présent avenant par délibération communautaire n°24-03-21/22 du 21 mars 2024, dénommée ci-après CCVG, d'autre part

IL EST CONVENU CE QUI SUIT.

Préambule

La Communauté de Commune de la Vallée du Gapeau est maître d'ouvrage d'une station d'épuration d'une capacité de 80 000 EH sur le territoire de la commune de la Crau. Cette station reçoit et traite les effluents de la vallée du Gapeau (communes de Belgentier, Solliès-Toucas, Solliès-Pont, Solliès-Ville et la Farlède) ainsi que ceux de la commune de la Crau. La commune de la Crau est membre de la Métropole TPM, anciennement communauté d'agglomération, depuis le 01/07/2009, date de son retrait de la CCVG.

Depuis cette date, une convention existe entre les 2 établissements compétents en matière d'assainissement collectif pour la continuité de service de réception et traitement des effluents de la commune de la Crau.

Par délibération du 21 mars 2024, notifiée à la Métropole TPM, la CCVG a modifié sa part de redevance d'assainissement collectif représentative de ce service : il convient de prendre en compte ces évolutions dans l'application de la convention précitée.

Article 1^{er}

Les 3 premiers alinéas de l'article 5 de la convention de juillet 2009 sont modifiés comme suit :

« La Métropole TPM acquitte au titre de sa participation à la CCVG une redevance dont le montant est fixé à 0.81 €/m³ à compter du 1^{er} avril 2024 au regard des usagers résidant sur la commune de la Crau. Ce montant correspond à la redevance communautaire perçue par la CCVG auprès de ses propres usagers aux mêmes périodes. Il est destiné à couvrir l'investissement et le fonctionnement des équipements utilisés par la Métropole TPM, notamment la rémunération du titulaire du contrat d'affermage relatif à l'exploitation de la station d'épuration et du collecteur communautaires ».

Article 2

Toutes les clauses de la convention initiale non modifiées par le présent avenant demeurent applicables.

Fait à Solliès-Pont, le

Pour la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN
Président de la Métropole TPM

Pour la Communauté de Communes
Vallée du Gapeau

André GARRON
Président de la CCVG
Maire de Solliès-Pont

AR Prefecture

083-248300410-20240321-2024_03_21_22-DE
Reçu le 26/03/2024
Publié le 26/03/2024

Communauté de Communes



VALLÉE DU GAPEAU

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - Département du VAR

extrait du registre des délibérations du conseil
communautaire de la Vallée du Gapeau

Nombre d'élus communautaires en exercice : 31 Quorum : 16		
présents	représenté(s)	absent(s)
22	8	1

Séance du 21 mars 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le 21 mars à 9h30, le conseil communautaire de la Communauté de la Vallée du Gapeau régulièrement convoqué, s'est réuni sous la présidence du Docteur André GARRON.

Secrétaire de séance : Jérémie FABRE
Date de convocation : le 8 mars 2024

**Objet de la délibération : REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT
COLLECTIF COMMUNAUTAIRE**

n°24-03-21/22**Conseillers à voix délibérative ayant pris part au vote :**

M. GARRON	Président – Maire de Solliès-Pont
M. PALMIER	1 ^{er} Vice-Président – Maire de La Farlède
M. AYCARD	2 ^e Vice-Président – Maire de Belgentier
M. FABRE	3 ^e Vice-Président – Maire de Solliès-Toucas
M. GÉRARDIN	4 ^e Vice-Président – Maire de Solliès-Ville
M. VITRANT	Conseiller communautaire – commune de Belgentier
Mme XICLUNA	Conseillère communautaire – commune de Belgentier
M. CALONGE	Conseiller communautaire – commune de Solliès-Toucas
M. JAULT	Conseiller communautaire – commune de Solliès-Toucas
M. BOUBEKER	Conseiller communautaire – commune de Solliès-Pont
M. COIQUAULT	Conseiller communautaire – commune de Solliès-Pont
Mme DELGADO	Conseillère communautaire – commune de Solliès-Pont
M. DUPONT	Conseiller communautaire – commune de Solliès-Pont
Mme FOUCOU	Conseillère communautaire – commune de Solliès-Pont
Mme RAVINAL	Conseillère communautaire – commune de Solliès-Pont
Mme SMADJA	Conseillère communautaire – commune de Solliès-Pont
Mme VINCENTS	Conseillère communautaire – commune de Solliès-Pont
M. BERTI	Conseiller communautaire – commune de La Farlède
Mme EXCOFFON-JOLLY	Conseillère communautaire – commune de La Farlède
M. GENSOLLEN	Conseiller communautaire – commune de La Farlède
M. HENRY	Conseiller communautaire – commune de La Farlède
Mme TÉOBALD	Conseillère communautaire – commune de La Farlède

Conseillers ayant donné procuration :

M. CASTEL à M. AYCARD
Mme CORPORANDY-VIALON à Mme EXCOFFON-JOLLY
Mme DRELON à M. FABRE
Mme FOUASSE à M. GÉRARDIN
M. LAURERI à M. DUPONT
Mme MANGOT à M. GENSOLLEN
Mme MARTINEZ à M. JAULT
M. MATTEODO à M. HENRY

Le Président rappelle que la Communauté de Communes Vallée du Gapeau est entièrement compétente en matière d'assainissement collectif depuis le 1.1.2020. Dans ce contexte, elle fixe la redevance d'assainissement applicable. Cette redevance comprend nécessairement plusieurs parts héritées des gestions communales et intercommunale précédemment indépendantes, maintenant harmonisées.

AR Prefecture

083-248300410-20240321-2024_03_21_22-DE

Reçu le 26/03/2024

Publié le 26/03/2024

Aujourd'hui, une augmentation de cette redevance est rendue nécessaire au vu des travaux majeurs à mener tant sur les réseaux – ex parts « communales » - ainsi que sur station d'épuration et son collecteur intercommunal – ex part « intercommunale » - qui comprend également la commune de La Crau.

« Parts communales »

Le taux actuel de 0.30 €/m³ ne permet pas un maintien satisfaisant du réseau qui demande d'énormes investissements. A fortiori, ce montant de redevance permet tout juste d'assumer la charge de remboursement des emprunts communaux transférés à la CCVG en 2020.

Il est proposé de fixer cette part à 0.80 €/m³ afin de dégager une masse annuelle prévisible de 750 000 € qui serait affectée aux travaux de réseau.

« Part intercommunale »

Elle existe depuis l'exercice 1991, instaurée à l'époque par le SIVOM de la Vallée du Gapeau qui précédait la Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau, créée en décembre 1995, et à qui a été transféré l'ensemble des biens, actes et personnels compte tenu de la substitution de la Communauté de Communes au SIVOM. Depuis 2009, la CATPM puis maintenant la métropole reverse conventionnellement à la CCVG l'équivalent de cette part sur les volumes craurois au titre de l'utilisation de ces équipements par cette commune auxquels elle est bien entendu demeurée raccordée.

Dès l'origine, le SIVOM gérait déjà ces équipements intercommunaux, à savoir la station d'épuration sise à La Crau et le collecteur de transfert des eaux usées de Belgentier jusqu'à ladite station. C'est même autour de cette compétence assainissement que s'est construit ce SIVOM en 1969. Ces équipements sont donc aujourd'hui communautaires.

À ce moment, le montant de la surtaxe d'assainissement collectif était toutefois fixé par les communes membres du SIVOM, après concertation au sein du comité syndical. Elle était perçue gratuitement, pour le compte de l'établissement intercommunal, par les fermiers des services publics de distribution d'eau potable des communes qui reversent son produit à un rythme semestriel, selon les cahiers des charges des affermages considérés.

Ainsi, sa hauteur a été modifiée 2 fois par délibérations communales depuis son institution, en 1996 et 2003. Exprimé en euro, le montant « historique » de 1996 était 0.54 €/m³ et ramené à 0.47 €/m³ en 2003, suite à la renégociation tarifaire engagée par la Communauté de Communes avec le fermier quant à sa rémunération.

La Communauté de Communes, selon les évolutions du Code Général des Collectivités Territoriales qui permet depuis au gestionnaire du service public de fixer directement le tarif de la redevance d'assainissement pour la partie du service qu'il assure, l'a réévaluée une première fois en 2010 à 0.53 €/m³ pour faire face au remboursement d'un emprunt. Ce dernier était rendu nécessaire suite à l'annulation d'une subvention du Département attendue de l'ordre de 900 000 € pour le financement de la construction de la station d'épuration inaugurée en mars 2010.

En 2013, la redevance d'assainissement était fixée à 0.56 €/m³ compte tenu du fait que le tarif pratiqué par le fermier jusqu'en 2012 découlait d'un avenant à la baisse formalisé en juillet 2007, sur la base du projet de la nouvelle station d'épuration et de ses performances attendues. Ce tarif négocié à la baisse avait permis de dégager des crédits en section d'exploitation sur le budget annexe assainissement pour assumer, sans aucune augmentation de la redevance, les emprunts initialement prévus pour la construction de la station d'épuration. Cependant, les performances de la nouvelle station d'épuration n'étant pas au niveau escompté, les consommations énergétiques ainsi que de réactifs étaient plus importantes et pesaient sur le bilan d'exploitation. Cette situation avait d'ailleurs fait l'objet d'une pénalité appliquée au groupement de construction et validé selon protocole transactionnel approuvé par délibération communautaire du 21 mai 2012.

En 2020, ce niveau de redevance peinait déjà à équilibrer les opérations auxquelles elle se rapporte compte tenu du fait de la diminution régulière de la prime pour épuration qui est considérée au plus près dans le tarif appliqué. Nonobstant le transfert de compétence assainissement intégral obligatoire à la CCVG à compter du 1^{er} janvier 2020, elle a été fixée à 0.61 €/m³. Devant l'insuffisance de la ressource constatée, elle déjà dû être augmentée fin 2021 à 0.75 €/m³.

Aujourd'hui, le même phénomène ainsi que des travaux nécessaires sur la station d'épuration et son collecteur mènent à la fixer à 0.81 €/m³.

Il apparaît donc que la redevance d'assainissement pour la part des équipements intercommunaux connaît un niveau stable depuis plus une vingtaine d'année, progressant de 27 centimes par m³ sur 27 ans.

La présente progression de 0.06 €/m³ devrait dégager une somme annuelle de 135 000 € permettant de contracter un emprunt. Pour information, le président précise que les travaux identifiés sont estimés à 0.9 M€HT et concernent :

- schéma directeur d'assainissement pour 300 000 €,
- amélioration armoire électriques station d'épuration pour 145 000 €,
- réfection totale siphon du pont neuf (collecteur communautaire) pour 380 000 €
- déversoir d'orage sur collecteur communautaire les mauniers pour 60 000 €

Les tarifs ainsi définis s'appliquent progressivement à partir de chaque cycle de facturation aux usagers suivant la date où la présente délibération est exécutoire. La progression correspondante en année pleine sera donc constatée en 2025.

AR Prefecture

083-248300410-20240321-2024_03_21_22-DE
Reçu le 26/03/2024
Publié le 26/03/2024

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement ses articles L2224-1 à L2224-12-5, D2224-1 à D2224-5, D2224-5-1 et R2224-5-2 à R2224-22-6 relatifs aux services publics industriels et commerciaux et aux services publics d'eau potable et d'assainissement,

VU les statuts de la Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau et notamment sa compétence totale en matière d'assainissement collectif à compter du 1^{er} janvier 2020,

VU la délibération communautaire n°21-12-16/19 en date du 16 décembre 2021 modifiant en dernier lieu la redevance d'assainissement représentative des équipements intercommunaux,

VU la délibération communautaire en date du 21 mars 2024 approuvant le budget annexe primitif 2024 assainissement collectif,

VU la convention modifiée du 1^{er} juillet 2009 d'utilisation par TPM de la station d'épuration communautaire pour les eaux usées de la commune de La Crau,

CONSIDÉRANT qu'aux termes de la réglementation susvisée « l'organe délibérant de l'établissement public compétent pour tout ou partie du service public d'assainissement collectif ou non collectif institue une redevance d'assainissement pour la part du service qu'il assure et en fixe le tarif »,

CONSIDÉRANT qu'il convient d'adapter dans le courant de l'exercice 2024 le tarif de la redevance d'assainissement, pour chacune de ses parts, pour faire face aux nécessités d'intervention et de travaux de ce budget,

DÉLIBÈRE ET DÉCIDE :

*pour : 30
contre : 0
abstention : 0*

- **D'APPROUVER** l'exposé du Président,
- **DE FIXER** chaque part de redevance communautaire d'assainissement collectif pour sa partie représentative conformément au tableau annexé à la présente délibération. Le tarif ainsi défini s'applique à partir du 1^{er} avril 2024,
- **DIT QUE** cette redevance sera toujours perçue gratuitement par les fermiers des services publics de distribution d'eau potable et son produit reversé à la Communauté de Communes selon les dispositions en vigueur de ces contrats,
- **DIT QUE** cette nouvelle tarification sera portée à connaissance de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, conformément à la convention en date du 1^{er} juillet 2009 pour l'utilisation des équipements intercommunaux d'assainissement de la vallée du Gapeau par la métropole pour le compte de la commune de La Crau, pour en percevoir le produit correspondant.
- **D'AUTORISER** le Président à signer l'avenant correspondant à la convention d'utilisation d'équipement précitée.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,
pour extrait certifié conforme au registre,

Docteur André GARRON

Président CCVG

Maire de Solliès-Pont

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa transmission, de sa publication ou notification. Il peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible sur le site internet www.telerecours.fr

AR Prefecture

083-248300410-20240321-2024_03_21_22-DE

Reçu le 26/03/2024

Publié le 26/03/2024

Communauté de Communes Vallée du Gapeau

Redevance communautaire Assainissement collectif

Commune	Redevance "part communale" assainissement collectif	Redevance "part intercommunale" assainissement collectif	Total redevance communautaire assainissement collectif
Belgentier	0,8000	0,8100	1,6100
Solliès-Toucas	0,8000	0,8100	1,6100
Solliès-Pont	0,8000	0,8100	1,6100
Solliès-Ville	0,8000	0,8100	1,6100
La Farlède	0,8000	0,8100	1,6100

en grisé : modifications induites par la présente délibération du 21/3/2024

